



**DURAND aîné,**  
Directeur général.  
JACQUET, Gérant responsable.

**PRIX DE L'ABONNEMENT :**  
Pour un an : 10 fr. pour toute la France,  
et 12 fr. pour l'étranger.  
Pour six mois : 6 fr. pour la France,  
et 7 fr. pour l'étranger.

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 5 de  
chaque mois.

**DU**

**LE PÈRE**

**PEUPLE**

**Journal politique hebdomadaire**

On s'abonne :

A PARIS,  
RUE GROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 27.  
A LYON,  
RUE DE LUZY, 11;  
et chez les inspecteurs de la Société.

Les annonces agréées sont insérées à raison  
de 25 cent. la petite ligne.

Les lettres et les paquets doivent être  
adressés franco.

## AVIS.

**MM. HENRY, JACQUET, HÉLOUIS, DINARD-SEJOURNE et DUBOIS, nommés membres du Conseil d'administration de la Société par l'assemblée des actionnaires du 15 juin dernier, sont invités à se rendre à Paris, dans nos bureaux, rue Croix-des-Petits-Champs, 27, le 15 juillet courant, à 4 heures du soir, à l'effet de vérifier définitivement les comptes de l'ancienne direction, et d'arrêter le nouveau mode de publication de notre feuille.**

**MM. les Actionnaires du Journal le PÈRE DU PEUPLE, sont prévenus qu'à partir du prochain numéro, le journal paraîtra de Paris tous les jours; en conséquence nous les prions de vouloir bien se rappeler la promesse qu'ils ont faite de venir en aide à l'administration par un nouveau versement de fonds, la publication quotidienne du journal étant la condition sous laquelle ils avaient motivé leur promesse.**

## Paris, 8 juillet.

On va vite en besogne à l'Assemblée nationale, mais va-t-on bien ? Voilà la question.

Avant les tristes événements de juin que nous nous abstenons de commenter aujourd'hui, par respect pour les cœurs qui saignent, les larmes qui coulent, les souffrances qui se traduisent en plaintes; avant ces événements, disons-nous, l'Assemblée nationale foisonnait d'orateurs plus ou moins malencontreux, surnoisement réactionnaires, excentriques ou exaltés. Les propositions les plus futiles, sinon les plus ridicules y pleuvaient; les discussions les plus insignifiantes y prenaient le pas sur les questions les plus graves, les plus importantes; les pauvres et misérables débats de la dernière chambre de Louis-Philippe avaient, en un mot, presque été dépassés.

Où allait-on ? où nous conduisait-on ? La plus simple intelligence le comprenait alors, l'Assemblée nationale se mourait dans son impuissante nullité, et la France déclinait avec elle.

Depuis, la scène a changé; un autre tableau se déroule. Les petites vanités oratoires se sont repliées dans leurs coquilles, les propositions sont rentrées dans les carnets de leurs auteurs, les discussions ont passé à l'état de souvenir, l'éloquence est muette.

Nos représentants, enfin, ne soufflent plus mot, ils votent. On dirait qu'ils ont hâte d'en finir avec leur mission de peines, de soucis, de déceptions et de périls.

Ils paraissent ou se disaient pourtant si animés de patriotisme, si pleins de l'esprit national, si portés à faire disparaître les derniers vestiges d'un passé déplorable en défrichant le sol fécond de l'organisation et de l'amélioration sociales; si républicains, enfin, dans toute la haute acception de ce mot; mais le zèle et les promesses ne suffisent plus.

Mardi, on votait la nomination d'un questeur en remplacement du général Négrier; on tirait au sort le nom de deux secrétaires sortants, de MM. Edmond Lafayette et Emile Péan. Mercredi, le scrutin proclamait la nomination des vice-présidents et secrétaires de l'Assemblée, rééligibles au commencement de chaque mois, de MM. G. Lafayette, Corbon, Lacrosse, A. Marrast, Cermenin et Portalis, comme vice-pré-

sidents, et de MM. Edmond Lafayette et Emile Péan, comme secrétaires, réélus. Puis on a proposé et adopté, sans coup férir, l'emprunt par le trésor de 150 millions de francs à la banque de France, le transfert à cette banque de la somme de rentes provenant de la caisse d'amortissement, nécessaire pour couvrir, suivant l'ordonnance du 15 mai 1834, une avance de 75 millions, et enfin la vente à la même banque des forêts de l'Etat, cédées en représentation d'une autre somme de 75 millions.

Tout cela était bel et bon, mais ce n'était et ce n'est pas tout. Ce n'est qu'un accessoire des travaux importants que le suffrage universel a imposés à nos représentants, et pourtant on croirait, en assistant à l'Assemblée, que c'est leur unique besogne, besogne fastidieuse dont ils s'empressent de secouer le fardeau.

A quelle cause faut-il faire remonter la précipitation de ces votes, et la négligence apportée à la discussion des intérêts si graves du peuple ?

Est-ce à la tristesse profonde que l'Assemblée conserve des sanglantes journées de juin ?

Est-ce à ses préoccupations, à ses craintes d'un avenir qui lui apparaît sous de sombres couleurs ?

Est-ce plutôt à l'impuissance qu'elle se reconnaît de ne pouvoir aborder cette immense et terrible question du travail ?

La véritable cause, à nos yeux, des lenteurs, des attermoissements de l'Assemblée, est dans le sentiment qu'elle a de sa faiblesse.

Ce n'est pas que nous lui en fassions un crime; mais, dirons-nous toujours, elle n'est point ici uniquement pour siéger sur des banquettes de velours, pour arrêter les commotions politiques, ou pour voter des projets de lois qui n'ont pas la puissance de rassembler le vieux sol social ébranlé par la révolution de Février.

L'Assemblée nationale est ici pour rétablir la confiance et le crédit, rendre la vie à notre commerce et à notre industrie, pour relever notre pays de l'état de ruine et de décadence où l'a plongée le dernier règne. Elle est ici surtout et avant tout pour décréter les principes immuables de nos droits et devoirs politiques et sociaux, la Constitution républicaine de la France, qui doit être le germe d'améliorations continues dans le sort des travailleurs.

Voilà ce que l'Assemblée ne fait point ou ne peut point faire, et qu'elle doit faire cependant.

Qu'attendez-vous donc, représentants du peuple ? La misère publique n'est-elle point à vos portes ? La faim du travailleur sans travail ne vous a-t-elle pas coudoyés sur votre passage ? Les secours que vous accordez aux bras oisifs, on vous en tient compte; mais pourrez-vous longtemps encore les continuer ?

Ah ! nous vous en conjurons, hâtez-vous, le temps presse; c'est avec la foi, l'énergie, qu'on fait les grandes choses, qu'on ferme les abîmes.

Ayez confiance dans le génie de la France, dans son peuple généreux; sauvez-vous avec nous, ou nous allons tous périr.

F. D.

## Cérémonie funèbre du 6 juillet 1848.

Hier, à dix heures du matin, a eu lieu la cérémonie funèbre qui avait été annoncée et préparée en l'honneur des Citoyens morts dans les journées de juin.

Dès neuf heures du matin, une affluence considérable de personnes de tout âge et de toute condition s'était dirigée de tous les points, vers la place de la Concorde.

Cette place qui était réservée aux membres de l'Assemblée nationale et aux corps constitués, était entourée de toutes

parts par la garde nationale en tenue, qui en défendait les abords à la foule. A l'entrée de l'avenue des Champs-Élysées, s'élevait un autel surmonté d'un baldaquin.

L'église de la Madeleine était couverte de tentures de deuil. Au-dessus de l'entrée, se déroulait un long crêpe parsemé d'étoiles en argent, et au milieu duquel tranchait une grande croix en gaze-argent. De cette église à la place de la Concorde, et des deux côtés de la rue de la République, s'étendaient deux lignes de gardes nationaux et de gardes mobiles.

A dix heures, un service religieux a été célébré par M. l'évêque de Langres, assisté de deux autres évêques, tous membres de la Représentation nationale.

La messe n'a été accompagnée d'aucune musique, si ce n'est des chants d'église. Un très grand nombre de représentants y assistaient.

Le service religieux terminé, le cortège funèbre s'est mis en marche vers la place de la Madeleine.

Un escadron de la garde nationale à cheval ouvrait la marche; il était suivi par des détachements de la garde mobile à cheval et de la garde républicaine. Puis venaient les maîtres des cérémonies des pompes funèbres et le clergé.

Suivait un char funéraire d'une grande hauteur, traîné par seize chevaux caparaçonnés en noir. Des tentures de deuil, des couronnes de cyprès, de chêne et d'immortelles composaient seules les ornements du sarcophage. A l'arrière du char, flottaient des drapeaux tricolores, et en avant, se détachait en filets d'argent, sur de la gaze noire, cette inscription:

MORTS POUR LA RÉPUBLIQUE.

Les cordons du poêle, au nombre de vingt-quatre, étaient tenus, aux quatre extrémités, par quatre membres de l'Assemblée nationale, et, dans l'intervalle, par des délégués de chacun des corps de la garde nationale et de l'armée.

Enfin, à la suite du char, venaient le président et le bureau de l'Assemblée nationale et le pouvoir exécutif, les membres de l'Assemblée, le maire de Paris, les maires d'arrondissement, des députations de la Cour de cassation et du Conseil d'État, de la Cour des comptes, de l'Université, de l'Institut, de la Cour d'appel de Paris, des tribunaux de première instance et de commerce, des diverses écoles, et d'un grand nombre de représentants.

Le cortège a défilé dans un profond silence, qui n'était interrompu que par des roulements de tambour et par des chants d'église.

Le besoin, la souffrance ou le deuil préférèrent le silence de la retraite au spectacle de pompes funèbres.

Arrivé sur la place de la Madeleine, le char funèbre s'est arrêté à l'entrée de l'église où ont été provisoirement déposés les cercueils. Ces cercueils ont été portés dans l'intérieur du temple pendant que le clergé procédait à la cérémonie de l'inhumation.

Après l'accomplissement de cette solennité, les troupes formant le cortège se sont écoulées par le boulevard.

Nous avons cherché dans la foule immense accourue à la cérémonie, à nous rendre compte de l'esprit qui l'animait. Le sentiment de la douleur n'existait presque nulle part. Une froide curiosité semblait l'avoir amenée là, et le calme de l'indifférence a régné pendant toute la durée de la marche du cortège. D'autres que nous diront peut-être que la physiologie de la multitude n'avait aucune signification propre, aucun caractère précis; nous l'accordons, mais il n'en restera pas moins vrai qu'elle n'était pas du tout en rapport avec le deuil que pouvait comporter une cérémonie de ce genre.

Les classes ouvrières y ont assisté en fort petit nombre; quelle en est la cause ?



Mort de Chateaubriand.

L'illustre auteur des *Martyrs* et du *Génie du Christianisme* est mort à Paris, mardi dernier, en son domicile, rue du Bac, 112, après cinq jours de souffrances, des suites d'une fluxion de poitrine.

L'Académie, réunie le matin, avait aussitôt envoyé une députation pour rendre un dernier hommage au glorieux écrivain.

La mort de Chateaubriand est une perte dont la France portera toute entière le deuil.

A ce sujet, nous empruntons à la *Démocratie pacifique* la lettre suivante, qu'elle a publiée :

Paris, le 4 juillet 1848.

La France vient de perdre l'un de ses plus nobles enfants.

M. de Chateaubriand est mort ce matin à huit heures un quart. Nous avons recueilli son dernier soupir. Il l'a rendu en pleine connaissance. Une intelligence aussi belle devait dominer la mort et conserver sous son étroite une visible liberté.

La mort de M<sup>me</sup> de Chateaubriand, arrivée l'année dernière, frappa si fort M. de Chateaubriand, qu'il nous dit à l'instant même, en portant sa main sur sa poitrine : « Je viens de sentir la vie atteinte et tarie là dans sa source ; ce n'est plus qu'une question de quelques mois. » La mort de M. Ballanche, qui ne suivit que de trop près, fut le dernier coup pour son illustre et ancien ami. Depuis lors, M. de Chateaubriand ne sembla plus descendre, mais se précipiter au tombeau.

Peu d'instants avant sa mort, M. de Chateaubriand, qui avait été administré dimanche dernier, embrassait encore la croix avec l'émotion d'une foi vive et d'une ferme confiance. Une des paroles qu'il répétait fréquemment dans ces dernières années, c'est que les problèmes sociaux qui tourmentent les nations aujourd'hui ne sauraient être résolus sans l'Évangile, sans l'âme du Christ, dont les doctrines et les exemples ont maudit l'égoïsme, ce ver rongeur de toute concorde. Aussi M. de Chateaubriand saluait-il le Christ comme le sauveur du monde au point de vue social, et il se plaisait à le nommer son roi en même temps que son Dieu.

Un prêtre, une sœur de la charité étaient agenouillés aux pieds du lit de M. Chateaubriand au moment où il expirait. C'était au milieu des prières et des larmes d'une assistance de cette nature que l'auteur du *Génie du Christianisme* devait remettre son âme entre les mains de Dieu.

DEGUERRY,  
Curé de Saint-Eustache.

M. de Chateaubriand était le doyen de l'Académie française, où il occupait depuis trente-sept ans le fauteuil n° 6. Ses prédécesseurs furent : avant 1634, d'Arbault de Porchères. — 1640, Olivier Patru. — 1681, Potier de Novion. — 1695, Goisbaud du Bois. — 1694, Boileau, abbé de Beau-lieu. — 1704, Gaspard Abeille. — 1718, Mongault. — 1747, Ch. Duclos. — 1772, N. Beauzée. — 1789, J.-J. Barthelémy. — 1794-1805, Marie-Joseph Chénier. — Et enfin M. de Chateaubriand, qui avait été élu en 1811.

Les obsèques de M. de Chateaubriand ont eu lieu hier, à onze heures. Après le service funèbre, qui doit être célébré dans l'église des Missions-Etrangères, le corps sera descendu dans un des caveaux de cette église, en attendant qu'il soit transporté à Saint-Malo, où, comme on sait, l'illustre auteur des *Martyrs* avait fait lui-même préparer son tombeau.

Événements de juin.

La justice paraît être désormais fixée sur les circonstances de la mort si douloureuse, du pieux et héroïque archevêque de Paris. On se rappelle que, dans l'après-midi du 25, l'archevêque obtint de l'officier supérieur qui commandait l'attaque de la grande barricade du faubourg Saint-Antoine qu'il fit momentanément cesser le feu de son côté ; ils s'avançaient alors vers les insurgés, accompagné de ses deux grands-vicaires, MM. Jacquemet et Ravinet ; un jeune homme vêtu d'une blouse le précédait portant à la main une branche d'arbre garnie de ses feuilles vertes, en signe de conciliation.

Ce jeune homme, qui n'avait pas quitté un seul moment l'archevêque et qui se trouvait à ses côtés quand il fut frappé, a été appelé par la justice, à laquelle il aurait fait connaître les faits suivants :

« En voyant le prélat et ses deux vicaires s'avancer vers eux, les insurgés avaient immédiatement cessé leur feu, et un assez grand nombre d'entr'eux étaient descendus de la barricade pour entendre la voix de celui qui venait, au nom de la fraternité et de la religion, les conjurer de faire cesser l'effusion du sang. Quelques gardes nationaux, quelques soldats dispersés jusqu'alors en tirailleurs, craignant sans doute une tentative contre l'archevêque, qui, durant cette sorte d'armistice, allait se trouver à la discrétion des insurgés, se rapprochèrent à leur tour et vinrent se placer auprès de lui ; en ce moment, un coup de fusil, parti selon toute probabilité par accident, éclata dans les rangs de la troupe ; les insurgés se crurent attaqués, ils ripostèrent vivement et regagnèrent leur barricade. L'archevêque pouvait alors se replier du côté des assaillants ; mais sa mission ne lui eût pas semblé accomplie, il la voulut poursuivre jusqu'au bout. D'un pas calme, bien qu'il fût placé entre deux feux, il s'avança vers la barricade, la gravit avec l'aide de ses deux vicaires, dont un, M. Ravinet, eut son chapeau percé de trois balles, et la redescendit de l'autre côté, en suppliant toujours les insurgés de mettre fin à cette lutte homicide. En ce moment, et lorsqu'il fut arrivé au niveau de la rue, protégé par la barricade, et ne pouvant plus être atteint par les balles des assaillants, il parlait aux insurgés, élevant le bras et présentant la poitrine du côté gauche, un coup de fusil, tiré d'une fenêtre, vint le frapper, de haut en bas, un peu au-dessous de l'omoplate du côté droit.

Comptoir National d'Escompte.

Le conseil d'administration, désirant contribuer de tout son pouvoir à la reprise des affaires, a décidé, dans sa séance du 3 juillet, qu'à partir du 5 courant, le retenue de 1 0/0 cessera d'être prélevée sur les bordereaux admis à l'escompte par le comptoir national.

Encore Waterloo.

Une magnifique statue colossale du héros de Waterloo, dit le *Morning Advertiser*, vient d'être terminée par M. Milnes, conformément aux ordres de la direction de l'artillerie, qui désire que cette statue figure à l'entrée des casernes que l'on bâtit à la Tour de Londres. Cette statue, de 6 à 7 pieds de haut, est en beau marbre de Sicile. La figure est très ressemblante. La statue regardera dans la direction de la campagne de Waterloo. L'attitude de Wellington est celle du commandement.

En vérité, messieurs les Anglais nous feraient rire s'ils ne nous faisaient pitié. Élever sans cesse de nouvelles statues ou de nouveaux monumens à leur héros putatif, paraît être leur occupation constante. Si cela dure, ils oublieront, à ce travail continu, jusqu'à leur porter.

En apprenant cela, que penseront à leur tour messieurs les Prussiens de leur grand Blücher ?

Allons, messieurs d'Albion, laissez un peu votre héros gagner en paix le terme de sa carrière. Songez plutôt à votre peuple qui, dans sa faim, n'a que faire de vos statues, et, une fois pour toutes, ne venez point rappeler des souvenirs qui ne reposent que sur la trahison.

Afrique française.

Abolition de l'esclavage en Algérie.

On lit dans l'*Akhbar* d'Alger, du 27 juin :

« Depuis que la connaissance du décret qui abolit l'esclavage s'est répandue dans la population indigène, les nègres et surtout les négresses affluent au bureau des affaires indigènes, à la grande mosquée. Ils viennent se faire inscrire et fournir, en l'absence de leurs maîtres, qui pour la plupart ne se présentent pas, les renseignements dont le gouvernement a besoin pour le règlement de l'indemnité et les autres mesures nécessitées par l'application du décret précité.

« La majeure partie des esclaves émancipés déclarent ne pas vouloir rester chez leurs maîtres ; un petit nombre au contraire manifeste le désir d'y demeurer. Nous avons entendu une négresse dire à l'employé qui la questionnait : M<sup>re</sup> maîtresse est vieille et aveugle ; elle a besoin de moi, je ne la quitterai pas.

« Un assez grand nombre de maîtres voyant que leurs esclaves vont leur échapper, les ont dépouillés de leurs habits et les ont jetés dehors presque nus ou couverts d'ignoble haillons. D'autres, ne voulant pas laisser à des chrétiens le mérite d'une mesure reconnue louable par leur propre religion, ont conduit leurs nègres ou négresses chez le cadi et les ont émancipés eux-mêmes. Quelques-uns, en les amenant à la grande mosquée, ont déclaré qu'ils voulaient s'associer à la bonne action du gouvernement français, et qu'ils renonçaient à toute espèce d'indemnité.

« L'application du décret a fait ainsi ressortir les bons et les mauvais côtés du cœur humain ; elle a fait connaître ainsi que, pour beaucoup de nègres, l'esclavage chez les musulmans n'était pas aussi doux qu'on l'avait prétendu.

« C'est jeudi prochain que doit avoir lieu la grande fête par laquelle les nègres vont célébrer la mesure qui les émancipe. Ils doivent parcourir toute la ville avec leur musique groupés autour du drapeau tricolore. Ils iront présenter au gouverneur une lettre de remerciement adressée au gouvernement français.

« La fête doit se terminer sur la grande place par les danses nationales, en un mot, par une *Deurdeba*, exécutée dans des proportions tout à fait extraordinaires. Tout cela montre combien ces braves gens sentent le prix de la mesure qui les élève au niveau des autres hommes. »

— On écrit de Ténès (Algérie) à l'*Akhbar*, le 29 juin

« Une collision déplorable a failli éclater entre les habitants du village indigène et quelques Européens égarés par de perfides conseils. Ce village, habité par quarante-cinq familles, entrepris dans le but politique de procurer aux Arabes les avantages de la fixation au sol, a excité la cupidité d'une certaine partie de la population de Ténès, qui avait formé le projet de s'emparer à main armée des maisons et des habitants du village, sous le prétexte que cet établissement était la propriété du chef des affaires arabes, directeur de l'association. »

Faits divers.

Le citoyen Vaulabelle vient d'être nommé ministre de l'instruction publique, en remplacement du citoyen Carnot, démissionnaire.

— Le comité de la guerre a élu président le général Oudinot, en remplacement du général Bedeau, nommé ministre des affaires étrangères.

— C'est aujourd'hui qu'ont eu lieu les obsèques de l'archevêque de Paris, dans l'église Notre-Dame. Le caveau dans lequel ont été déposés les restes mortels des archevêques de Paris, et qui est situé à l'entrée du chœur, avait été ouvert hier. Il ne s'y trouvait que quatre cercueils, ceux des archevêques morts depuis la première révolution : M. de Belloy, mort en 1808 ; M. de Juigné, qui l'avait précédé sur le siège de Paris, mais qui avait donné sa démission à l'époque du Concordat, et qui n'est mort qu'en 1811 ; M. de Périgord, mort en 1821, et M. de Quélen, mort le dernier jour de l'année 1859. C'est dans ce caveau qu'a été descendu le corps de M. Affre après la cérémonie des obsèques.

— On annonce que le général Damesme, commandant supérieur de la garde nationale mobile, va être nommé gouverneur du château de Vincennes.

— Un concert vocal et instrumental sera donné au profit des enfants et des veuves des victimes de l'insurrection, le 22 juillet prochain, dans les salons de M. Souffletot, rue Montmartre, 171, à huit heures du soir, par Mlle Eulalie Cade, avec le concours d'un grand nombre d'artistes distingués.

— Hier, à l'heure où les troupes de toutes armes se dirigeaient vers la place de la Concorde pour former le cortège à la cérémonie funèbre des citoyens morts les 23, 24, 25



juin, un peloton de dragons débouchait au galop de la rue de Rohan dans la rue de Rivoli. Tout à coup, le cheval de l'un d'entre eux s'est abattu et a entraîné dans son chute son cavalier, qui a pu se relever sans aucun mal. Mais il n'en a pas été de même de l'animal; il paraît que sa chute est provenue d'un coup de sang; les secours ne sont pas arrivés assez à temps pour le sauver; force a été au pauvre dragon de le dépouiller de sa selle et de tous ses harnais, et de subir, en emportant le tout sur ses épaules, une corvée tout aussi fatigante que celle à laquelle il était appelé.

— Les restes mortels du général Négrier sont partis de Paris par un convoi spécial du chemin de fer du Nord; sur la route, les populations sont accourues pour rendre hommage à cette illustre victime des guerres civiles.

Le convoi est arrivé à cinq heures un quart à la station d'Arras, où il a été reçu par M. le préfet du Pas-de-Calais, M. le général Bois-le-Comte, commandant les départements du Pas-de-Calais et de la Somme, et M. le préfet du Nord, accompagné du secrétaire général et du conseil de préfecture. La garnison d'Arras était tout entière sous les armes, et M. le général Bois-le-Comte, ayant fait battre aux champs, a prononcé une allocution qui a été suivie des acclamations de *Vive la République! vive l'Assemblée nationale!*

Le convoi, étant arrivé à Douai, y a rencontré les autorités civiles et militaires et la garde nationale.

Le train étant arrêté, et toutes les personnes qui le composaient ayant mis pied à terre, M. Durand Saint-Amand, préfet du Nord, a prononcé un discours.

Les funérailles du général ont eu lieu à Lille le 2 juillet.

— Bien que la place du Panthéon soit toujours occupée par les troupes, nous avons pu visiter l'Ecole de droit, de même que le Panthéon et tous ses abords. Les bâtiments de l'Ecole ont eu beaucoup à souffrir. Les boulets, la mitraille et les balles y ont fait d'affreux ravages. L'appartement de M. Ducauroy a été dévasté et criblé de balles. Celui de M. Duranton est encore plus endommagé. Il paraît que pendant que l'Ecole était au pouvoir des insurgés, ceux-ci ont voulu fusiller M. Reboul, qui défendait les archives au secrétariat contre les violences d'une foule d'individus qui avaient envahi le rez-de-chaussée.

MM. Ducauroy et Duranton fils, ayant voulu exhorter les insurgés à se rendre, furent vivement menacés. M. Duranton père, accourant de son côté, se trouvait dans une position assez périlleuse, lorsqu'un des émeutiers s'approchant de lui s'écria : « Je vous connais, vous êtes un braye. Vous m'avez donné, il y a quinze ans, une consultation sans vouloir rien recevoir. Je vous prends sous ma protection. Personne ne vous touchera. » Grâce au secours de ce nouvel ami, M. Duranton put soustraire son fils et son collègue à la fureur des insurgés.

— L'homme en blouse qui a accompagné l'archevêque aux barricades, porteur du rameau vert, est un garde national de la 5<sup>e</sup> légion, 5<sup>e</sup> bataillon, 5<sup>e</sup> compagnie, M. Théodore Albert, qui avait quitté son uniforme.

— Hier, un incident assez étrange a mis en émoi le Palais. A mesure qu'ils sont interrogés par la commission militaire, les individus pris pendant l'insurrection, et qui sont enfermés à la Conciergerie, sont ramenés dans la prison avec la précaution que motivent les circonstances. Chaque inculpé est tenu sous le bras par un garde national, et le cortège s'achemine sous la conduite d'un sergent-major et d'un huissier audencier. Au moment où l'une de ces escouades traversait la salle des Pas-Perdus, guidée par l'huissier Pique, un des inculpés profite d'un moment de distraction de son gardien, lui échappe par un brusque mouvement et gagne à toutes jambes une des portes. Mais, malheureusement pour lui, il se trompe de porte, et au lieu de celle qui mène à la cour de la Barillerie, il se jette à corps perdu dans la porte qui conduit au parquet du procureur de la République. Il fut aussitôt repris dans ce lieu sans issue et réintégré à la Conciergerie.

— Les galeries du Louvre, fermées depuis le mois de mars, à cause de l'exposition annuelle des ouvrages de nos artistes vivants, ont été rouvertes aux études et aux étrangers munis de passeports. Elles le seront dimanche au public.

— M. Sévin, artiste des Délassement, n'est pas mort, ainsi qu'on l'a annoncé. Il a été blessé grièvement, mais on a l'espoir de conserver ce bon citoyen, honorable père de famille et excellent camarade.

— Un sieur B..., originaire de Fribourg, avait été remarqué, dès le 25 juin, comme prenant une part des plus actives à l'insurrection dans le faubourg Saint-Marceau. Il se trouvait particulièrement signalé comme ayant dirigé les ouvriers qui, ne pouvant enfoncer les portes de la caserne de la rue de Loursine, y avaient mis le feu. Cet individu, qui a été arrêté ce matin à son domicile, rue Descartes, a été confronté avec plusieurs jeunes volontaires de la garde mobile qui, placés aux fenêtres de la caserne, la défendaient contre les insurgés. Tous se sont accordés à le reconnaître : aussi a-t-il été mis à la disposition de la commission d'instruction.

— Les habitants d'Epinay-lès-Saint-Denis, qui sont encore, comme ceux des autres communes de la banlieue, sous l'impression des graves événements qui se sont passés à Paris, ont été mis en alerte y a deux ou trois jours par une manœuvre qui n'a pas atteint le but qu'en espérait son auteur : un homme, monté sur un vigoureux cheval, traversait bride abattue cette commune ce jour-là, en criant de toute la force de ses poumons : Au feu ! au secours !... les insurgés viennent d'arriver à Saint-Denis et de mettre le feu sur plusieurs points !...

Ces cris d'alarme jetèrent l'épouvante chez les habitants, qui demandèrent inutilement quelques renseignements à ce sinistre messager. Le maire de la commune, moins confiant et plus ferme que ses administrés, voulant s'assurer de la valeur de la mission du courrier, lui barra le passage et le somma de s'expliquer plus clairement, et de justifier de son mandat. Celui-ci répondit qu'il était envoyé par les autorités de Saint-Denis pour demander des renforts dans les communes environnantes et qu'il lui était impossible d'entrer dans des explications qui lui feraient perdre un temps précieux. Cette réponse, et le refus d'exhiber aucune pièce, ne firent qu'augmenter les soupçons du maire, qui fit garder à vue le cavalier et envoya de suite une estafette à Saint-Denis pour prendre des renseignements positifs sur les bruits alarmants qu'il venait de répandre. Une demi-heure plus tard, deux gendarmes, suivis de l'estafette, venaient rassurer la population et lui apprendre qu'il n'y avait rien de vrai dans le récit du prétendu messager des autorités ; que ce n'était qu'un stratagème employé par lui pour favoriser sa fuite avec le cheval qu'il avait volé une heure plus tôt dans une écurie de Saint-Denis, vol qui venait de leur être dénoncé et pour lequel ils allaient commencer les recherches.

En effet, les gendarmes, mis en présence de l'homme et du cheval, reconnurent l'un et l'autre le voleur, nommé Daquin, pour un ancien charretier, qui fut forcé d'avouer la soustraction qui lui était imputée, en soutenant toutefois qu'il n'avait eu l'intention que de faire une plaisanterie. Quoiqu'il en soit, il a été mis en état d'arrestation et envoyé au dépôt de la Préfecture pour être mis à la disposition de la justice. Le cheval a été rendu le jour même à son propriétaire, et les habitants d'Epinay se sont bien promis de ne s'alarmer si promptement à l'avenir.

— On lit dans le *Journal des Pyrénées Orientales* :

« Dominique, le fameux Dominique, le patriarche des ours de la vallée d'Ossau, Dominique a enfin trouvé son maître. Depuis plus dix ans, tous les chasseurs des environs poursuivaient ce monstrueux animal; mais c'est tout au plus si quel'un d'eux avait été assez heureux pour apercevoir ses traces, si larges, dit-on, qu'un béret de moyenne grandeur pouvait à peine les recouvrir. Le sieur Loustau, garde forestier de Bielle, n'était pas un des moins ardents à la poursuite de Dominique; sa persévérance devait être couronnée de succès.

« Vendredi dernier, après avoir passé toute la journée à guetter son passage sur la montagne de Camelot, au-dessus de l'Estibère, non loin du pic du Midi, dans un poste où il avait le matin même découvert l'empreinte de ses pas, Loustau se disposait à se retirer à l'entrée de la nuit. Au moment où il se levait, il entendit à une certaine distance le craquement des branches, et bientôt il vit Dominique qui se dirigeait précisément vers le rocher derrière lequel il s'abritait. L'ours chemina paisiblement, humant l'air à droite et à

gauche et s'arrêtant de temps à autre; arrivé à une cinquantaine de pas du chasseur, il s'arrêta et se mit à gratter la terre de sa puissante griffe. La perplexité de Loustau fut grande en cet instant : aucun obstacle ne le séparait, il est vrai, du redoutable animal; mais il faut être bien sûr de son coup pour se hasarder à tirer sur un pareil gibier à une distance aussi considérable.

« Cependant, Dominique ne bougeait pas; la nuit venait, et Loustau ne pouvait se résoudre à le quitter, après l'avoir si long-temps cherché, sans lui laisser une marque de souvenir. Après quelques secondes de réflexion, son parti fut pris : le canon de son fusil s'abaissa lentement et l'ours recut, au défaut de l'épaule gauche, une balle qui sortit près de la clavicule droite. L'animal, se sentant blessé, poussa un effroyable rugissement : il regarda autour de lui pour voir d'où était parti le coup, et, guidé par son instinct, prit bientôt la course vers le poste où se tenait Loustau.

« Celui-ci, à travers une fissure du roc, distinguait parfaitement son redoutable adversaire. « Je n'aurais pas alors donné deux sous de ma peau, » disait-il plus tard en racontant les détails de cette effrayante scène. Malgré cela, avec un merveilleux sang-froid, il rechargeait son fusil, et quand Dominique ne fut plus qu'à une douzaine de pas, il se découvrit bravement et marcha droit sur lui. A peine avait-il tourné le rocher, que l'ours l'apercevant se dressa sur ses deux pattes de derrière pour prendre son élan; mais l'intrépide chasseur ne lui en laissa pas le temps, et avec une adresse égale à son courage, il lui envoya une balle dans l'oreille. Dominique tomba terrassé, mais non pas mort encore, et il fallut pour l'achever lui tirer un coup de fusil à bout portant.

« Loustau redescendit alors vers Gabas, et vint raconter sa victoire. Le lendemain plusieurs hommes montèrent au Camelot pour chercher l'énorme bête qui ne pèse pas moins de 500 livres. Dominique va être empaillé et sa peau sera un trophée qui rappellera aux futures générations de chasseurs la victoire de Loustau. Mais que deviendront nos amateurs, s'ils n'ont plus l'espoir de troubler Dominique? Les montagnes de Gabas seront pour eux désenchantées. »

#### Les prisonniers dans les Catacombes

Une tentative d'évasion a eu lieu dans la nuit de lundi dernier, de la part des insurgés, au nombre de 200 environ, qui étaient restés détenus dans les caves de la caserne de la rue de Tournon. Il paraîtrait qu'après avoir creusé le sol, par un travail qui a dû employer plusieurs jours, ces prisonniers auraient réussi à pratiquer une ouverture établissant une communication avec les Catacombes, sur lesquelles une grande partie du faubourg Saint-Germain est bâtie. Une centaine d'entre eux se seraient alors engagés dans cette voie souterraine, dans l'espérance d'y trouver quelque issue; le reste aurait refusé de les y suivre, préférant se soumettre aux chances du jugement des commissions militaires.

Lorsqu'hier matin l'on a découvert l'évasion d'une partie des prisonniers, on s'est mis à leur poursuite avec des flambeaux, en suivant la voie qu'ils avaient prise. Après une recherche longue et infructueuse, on a dû revenir à la caserne de Tournon; mais, par un sentiment d'humanité, car il semblait à peu près impossible que, sans lumière, sans guide et sans vivres, les fugitifs ne se perdissent pas dans le dédale des Catacombes, et n'y trouassent pas une mort horrible, on a voulu pousser aussi loin que possible les recherches, et, à cet effet, on les a reprises en descendant cette fois dans les souterrains par leur entrée ordinaire, rue des Catacombes, en dehors de la barrière d'Enfer.

Cette fois encore, les recherches auxquelles on s'est livré sont demeurées sans résultat. On a seulement trouvé, presque au pied de l'escalier, douze fusils qui paraîtraient y avoir été laissés par d'autres insurgés qui, après avoir cherché momentanément un refuge dans ce lieu funèbre, après la prise du Panthéon et l'enlèvement des barricades de la barrière Saint-Jacques, auront réussi à gagner de nuit la campagne.

Quant aux évadés de la caserne de la rue de Tournon, il est peu probable qu'ils puissent échapper. En se voyant contraints de renoncer à l'espoir de les retrouver, on a laissé de distance en distance des flambeaux pour les guider dans leur marche si la direction qu'ils ont suivie les en approche, et



l'on a établi un poste, qui, cette éventualité venant à se réaliser, opérerait leur réintégration sous la main de la justice. (Gazette des Tribunaux.)

## Nouvelles étrangères.

ITALIE. — LOMBARDIE. — On écrit de Bossola, à la date du 27 juin :

A Mantoue, on restaure le palais ducal, et il a été préparé beaucoup de logements militaires. Les officiers font courir le bruit que Radetzki doit rentrer à Mantoue avec 1,500 hommes pour marcher sur Milan. On ajoute que le palais Ducal est destiné pour l'ex-duc de Modène, le glorieux allié de l'Autriche.

Du camp, 28 juin. — Le roi Charles-Albert s'est rendu à Veggio, où est arrivé un envoyé de Radetzki. Cet envoyé est porteur d'une dépêche pour le roi. Il semble qu'il s'agit de conclure la paix.

GÈNES, 28 juin. — On a commencé hier l'expédition d'une grande quantité de poudre de l'arsenal royal pour le camp du roi Charles-Albert. On envoie 4,000 barils de poudre. Une correspondance du golfe de Trieste, du 22 juin, porte que Trieste voudrait faire partie de la confédération germanique. Tous les négociants de cette ville ont mis leurs marchandises en sûreté, les expédiant à l'intérieur des terres. A Vienne, les négociations pour la paix, entamées avec Milan, sont, dit-on, rompues. L'Autriche ne veut renoncer au royaume Lombardo-Vénitien que sous la condition que l'Italie se chargera de payer 100 millions de florins de la dette autrichienne. Le gouvernement provisoire de Milan ne veut se soumettre ni à cette condition ni à celle que Venise restera à l'Autriche. Le gouvernement provisoire demande même le Tyrol italien.

50 carabiniers de la Suisse française sont arrivés à Bergame; ce sont des volontaires qui vont renforcer la position del Tonale. Les Suisses, résidant à Bergame, leur offrent aujourd'hui un banquet. Déjà 400 de leurs compatriotes sont arrivés à Lecco.

PORTUGAL. — Il est arrivé des nouvelles de Lisbonne du 29 juin. Les arrestations continuent, et la consternation est grande en ville. On parle de la découverte d'une grande conspiration dans laquelle sont impliqués les libéraux espagnols. Cette conspiration aurait pour objet le renversement de la dynastie actuelle et l'établissement d'institutions républicaines. Le colonel Horta est mis en jugement. Les correspondances qui arrivent d'Espagne, de Lisbonne représentent la chute de Narvaez comme imminente.

ALLEMAGNE. — Les députés démocrates de l'assemblée de Francfort ont protesté contre le vote qui attribue le pouvoir central de l'Allemagne à l'archiduc Jean d'Autriche.

Ils ont adressé la proclamation suivante au peuple allemand :

« Les soussignés, membres de l'Assemblée nationale constituante, ont voté contre la loi qui constitue en Allemagne un pouvoir central provisoire. — Nous nous devons à nous-mêmes, à nos mandataires, ainsi qu'à tout le peuple allemand, de mettre au jour de la publicité les motifs qui nous ont portés à cette détermination, alors que la patrie inquiète attendait avec espoir l'institution d'un pouvoir central. — Nous aussi, nous voulions un pouvoir central; mais un pouvoir responsable de ses actes, n'exécutant que les décisions de l'Assemblée nationale, et, à la tête de ce pouvoir, un citoyen (Staatsbürger) soumis aux lois. — La décision adoptée par la majorité ne satisfait à aucune de ces conditions. — On n'a pas imposé au pouvoir central l'obligation de publier et d'exécuter les décisions de l'Assemblée, et on a placé à la tête de ce pouvoir un chef irresponsable. — Un semblable pouvoir est illimité; dès qu'il le voudra, il pourra étouffer la liberté pour laquelle nous exigeons toute garantie. Cette institution, qui devait être le boulevard de la liberté, pourra devenir l'officine de la tyrannie. — Nous ne pouvions donc pas voter un semblable pouvoir central; fidèles à nos convictions, nous devons nous refuser à prêter la main à l'ins-

tallation d'un empereur provisoire, irresponsable vis-à-vis de son peuple. »

(Suivent 55 signatures.)

COLOGNE, 29 juin. — Des désordres ont eu lieu hier soir dans notre ville. Dans la matinée, on avait affiché des placards au coin de toutes les rues, pour inviter les bourgeois de se rendre en très grand nombre dans la salle du sieur Harff, sur la place de la cathédrale, où devait être discutée, était-il dit dans les placards, une question vitale pour l'Allemagne, attendu qu'il s'agissait de détourner la ruine dont étaient menacées plusieurs industries. Une foule d'artisans s'étaient réunis effectivement dans le local indiqué, où étaient venus aussi bon nombre d'individus de la classe ouvrière, qui croyaient que la question qui serait débattue les concernait également. Une quantité de personnes qui n'avaient pu trouver place dans la salle restèrent devant la maison.

On apprit qu'il s'agissait de discuter une protestation contre la mesure de « l'association des chemins de fer du nord de l'Allemagne », d'expédier prochainement les marchandises sans l'entremise de commissionnaires, et contre d'autres mesures semblables de la part des Sociétés de bateaux à vapeur; l'assemblée se proposait en outre d'adresser aux directeurs des sociétés de bateaux à vapeur et de chemins de fer la demande d'augmenter le prix de transport des marchandises pour que les bateliers et les rouliers pussent soutenir la concurrence.

Après que quelques personnes eurent parlé sur ces questions, un ouvrier voulut prendre la parole pour engager une discussion sur l'amélioration du sort des classes laborieuses. Mais à peine eut-il prononcé quelques paroles, qu'il s'éleva un violent tumulte dans la salle, tous les meubles furent brisés et chacun quitta précipitamment la salle.

La foule, stationnée sur la place de la Cathédrale, se rendit devant la maison de M. Camphausen, ancien président du conseil des ministres, pour lui donner un charivari. Une vingtaine de vitres de sa maison furent brisées, sur quoi quelques individus tentèrent de faire des barricades dans les rues avoisinantes pour empêcher l'arrivée de la garde nationale. Le rappel ayant été battu, plusieurs compagnies de cette dernière accouraient sur les lieux, et, après avoir fait inutilement plusieurs sommations, chargèrent les insurgés en croisant la baïonnette. Une quinzaine d'individus furent arrêtés. Après minuit, la tranquillité était rétablie.

(Gazette de Cologne.)

PROVINCES DANUBIENNES. — SCHLESWIG-HOLSTEIN. — En dépit de la médiation de l'Angleterre et de la Russie, la question du Schleswig-Holstein est loin de toucher à sa solution. Les troupes prussiennes poursuivent leur marche dans l'intérieur du pays.

INDE. — Dans les Indes-Orientales, les affaires se compliquent de plus en plus. Moulraj organise une armée de 50,000 hommes et fortifie Moulta. Les troupes sikhs semblent disposées à se ranger sous ses drapeaux. A Lahore, les Anglais se tiennent prêts à marcher et à intervenir dans l'administration intérieure du royaume d'Oude.

AMÉRIQUE. — Le traité entre les États-Unis et le Mexique est enfin ratifié; on craint que l'évacuation de Mexico par les troupes américaines ne soit le signal d'une insurrection générale de la part des Indiens. Les nègres de la Martinique continuent à massacrer les blancs qui ne savent où se réfugier. A Venezuela, dit-on, le président Ménague aurait été battu par le général Paez, qui est à la tête des insurgés.

La correspondance officielle des Antilles, arrivée par la voie d'Angleterre, va jusqu'au 9 juin pour la Martinique, et jusqu'au 10 juin pour la Guadeloupe.

A cette date, les deux commissaires-généraux de la République venaient de prendre possession du gouvernement de ces colonies. Les détails qu'ils transmettent à ce sujet sont d'un caractère rassurant.

A la Martinique, la présence de l'autorité nouvelle, la pro-

mulgation officielle des actes de la métropole pour l'abolition de l'esclavage, les mesures prises pour leur exécution, avaient produit un effet favorable. Sur la plupart des habitations des ateliers s'étaient désorganisés après l'insurrection de derniers jours de mai, le travail avait repris. Le commissaire général Perrinon avait dirigé sur les différents points de l'île des agents chargés d'expliquer aux nouveaux affranchis leurs droits et leurs devoirs d'hommes libres, tout en leur faisant comprendre la nécessité du travail. Dans la commune de Prêcheur, notamment, qui avait été le premier théâtre de douloureux événements annoncés par les précédentes dépêches, l'ordre paraissait complètement rétabli par la seule présence du commissaire général, qui s'y était immédiatement transporté. « J'y ai réuni les ateliers en grand nombre autour de moi, dit le citoyen Perrinon, et j'ai obtenu qu'ils reprendraient lundi les travaux de la culture, sauf à conclure ultérieurement leurs arrangements avec les propriétaires du sol. J'ai aussi engagé et presque décidés certains propriétaires à retourner sur leurs habitations sans attendre davantage. »

A la Guadeloupe, le citoyen Galine constate le maintien de la tranquillité conservée sous l'administration de son prédécesseur, le capitaine de vaisseau Layrle. L'arrivée du commissaire de la République avait été accueillie avec enthousiasme, et l'esprit général de la population faisait concevoir les meilleures espérances pour la conservation du travail.

## Police correctionnelle de Paris.

### Un Enfant de Paris.

Charles Motinot est prévenu de vagabondage. C'est un gamin à l'œil éveillé, à la physionomie mutine.

M. le président. — Vous n'aviez pas de domicile quand on vous a arrêté.

— Il y avait bien un mois que je n'en avais plus.

— Où couchiez-vous ?

— Dans les carrières... c'est dur !...

— Vous n'avez pas de profession ?

— J'étais apprenti chez un bijoutier; mais il n'y avait plus d'ouvrage, et alors, comme on ne donnait pas à manger, je me suis sauvé.

— Et depuis cette époque, vous n'avez pas eu de domicile ?

— Puisque je n'avais pas le sou.

— Vous n'avez pas cherché d'ouvrage ?

— J'ai voulu m'engager dans la garde mobile... on m'a trouvé trop jeune et trop petit... Il y en a cependant de jeunes et des petits qui ont fait joliment leur affaire aux barricades... Ah ! si j'avais été là !

— Que font vos parents ?

— Ils sont morts... sans ça je serais avec eux.

Un spectateur : Je me chargerais volontiers de cet enfant.

M. le président : Votre non, monsieur ?

— Jacques Caron, rentier, rue de l'Ouest.

— Le tribunal vous félicite de votre bonne action. Il faut faire apprendre un état à cet enfant.

— C'est bien mon intention.

Charles Motinot est renvoyé des fins de la plainte.

(Droit.)

Depuis quelque temps, beaucoup de gens s'ornent le bras d'une petite écharpe tricolore, et se font ainsi passer pour des employés du gouvernement. Bien que cette petite satisfaction donnée à leur vanité ne soit pas dangereuse, il importe d'y mettre ordre. Déjà, d'ailleurs, le ridicule, cette arme puissante, les poursuit, et dans un foyer de théâtre les petits brassards ont été baptisés de *Leperdriel* aux acclamations des auditeurs.

Le Gérant-responsable : JACQUET.

Imprimerie de J. FREY, rue Croix-des-Petits-Champs, 33.